

## À L'ATTENTION DE:

**ABE Shinzo**, Premier Ministre du Japon

**TAMURA Norihisa**, Ministre de la Santé, du Travail et du Bien-Être, Japon

**SHIMOKOBE Kazuhiko**, P.D.G. Tokyo Electric Power Co. Ltd (TEPCO)

**HIROSE Naomi**, Présidente, Tokyo Electric Power Co. Ltd. (TEPCO)

### **Un appel pour améliorer les conditions de travail des ouvriers de la centrale nucléaire Fukushima Dai-ichi**

Depuis l'accident à la centrale nucléaire Fukushima Dai-ichi exploitée par TEPCO, les conditions de travail des ouvriers embauchés pour le nettoyage se sont détériorées considérablement : les salaires ont diminué, les conditions de logement se sont dégradées et plus encore. Ceci a été rapporté dans au moins trois forums : premièrement, à l'émission de radio *Hôdô suru rajio* (Nouvelles Radiodiffusées) diffusée le 15 mars 2013, plus précisément à l'émission «Nouvelles Radiodiffusées vous rapporte l'histoire véritable des deux années suivant l'accident nucléaire» (ci-après: *Nouvelles Radiodiffusées*) ; deuxièmement, une table ronde publiée dans l'édition d'avril 2013 du journal *Sekai* qui mettait en vedette trois ouvriers de la centrale nucléaire, intitulée «Que se passe-t-il maintenant à 1-F (une abréviation pour Fukushima Dai-ichi) ?» (ci-après : *table ronde* ) ; et troisièmement, un article par Fuse Yûjin publié dans la même édition du *Sekai*, intitulé «1-F n'a pas encore été rétablie» (ci-après: *article* ). Ces sources ont diffusé le problème en détail. Dans ce qui suit, j'aimerais en faire ressortir les points les plus importants et proposer une façon de les aborder.

Les trois sources indiquent que la cause de la détérioration des conditions de travail des ouvriers de 1-F est due au fait que TEPCO ait voulu réduire ses coûts en faisant un appel d'offres de service. Une compagnie désirent être contractant pour TEPCO soumettra une offre en deçà du tarif en cours, ce qui mènera habituellement à huit ou même neuf niveaux de sous-traitants. On peut donc voir pourquoi les ouvriers au bas de l'échelle de sous-traitance subissent des conditions qui empirent. Par exemple, le nombre d'ouvriers travaillant au moment de l'accident a diminué de moitié mais les tâches exigées sont demeurées les mêmes (*Nouvelles Radiodiffusées*); de plus, les travailleurs qui étaient logés dans des hôtels de la ville d'Iwaki et qui étaient transportés au site du désastre ont été déménagés dans des unités préfabriquées ou des demeures abandonnées à Hironomachi, endroit situé plus près du désastre. Les ouvriers étaient aussi tenus de préparer leurs propres repas et leur eau chaude pour le bain, ce qui était préalablement fourni. Ils sont même devenus responsables de leurs propres déplacements vers le site du désastre (*Nouvelles Radiodiffusées*). Hironomachi est située dans une région qui était désignée comme »Zone où les habitants doivent être prêts pour l'évacuation d'urgence« jusqu'au début de cette année et presque aucun des anciens résidents n'est revenu. Selon les rapports, les niveaux de radiation sont beaucoup plus élevés qu'à Iwaki.

Donc, prenez un instant pour imaginer la scène: durant le jour, vous oeuvrez intensément dans une zone hautement radioactive et quand vous rentrez à la maison, il n'y a pratiquement personne autour de vous dans toute la ville. Auriez-vous encore la détermination de sortir pour acheter les ingrédients nécessaires à la préparation d'un repas décent? N'y aurait-il pas des jours où essayer d'avoir le plus de sommeil possible serait plus important que de préparer un repas équilibré

ou prendre un bain? Réduire les coûts dans ces domaines démontre de façon extrême un mépris pour la santé et le bien-être des ouvriers.

En ce qui concerne les salaires, même les ouvriers ayant une ancienneté antérieure à l'accident se sont retrouvés avec environ deux mille yens de moins par jour, en plus de l'élimination de la prime pour travail périlleux. Il y a aussi des témoignages selon lesquels le salaire quotidien au bas de l'échelle serait seulement de huit mille yens (*article*). Encore plus choquant, selon *Nouvelles Radiodiffusées*, suite à un sondage fait par TEPCO à propos des ouvriers sous-traitants, 5% ont rapporté qu'ils gagnaient moins de 837 yens de l'heure (salaire minimum de Tokyo)! Ce sondage est soi-disant effectué régulièrement par TEPCO pour évaluer la condition des travaux sous-traités, mais en fait, TEPCO ne le distribue pas directement. Les sondages sont plutôt confiés au contractant principal qui les distribue au sous-traitant et ainsi de suite. Certains ouvriers rapportent que durant le sondage leur chef leur ont rappelé de ne pas «écrire quoique ce soit d'inhabituel» (*article*), tandis que d'autres ont dû remplir le sondage devant leur patron ou se sont carrément fait dire comment remplir le sondage (*Nouvelles Radiodiffusées*). Il est donc difficile de se fier aux résultats de ce sondage pour avoir une vraie idée des conditions de travail de ces ouvriers. Malgré cela, le sondage montre quand même que 9% travaillent au moins à cinq niveaux de sous-traitance sous le contractant principal. 15% sont de «faux» travailleurs à contrat, c'est-à-dire que la compagnie pour laquelle ils travaillent et la compagnie qui verse leur salaire sont en fait différentes. Un autre 15% rapporte qu'ils ne sont pas tenus au courant de leur dose quotidienne de radiation (*Nouvelles Radiodiffusées*).

Faire usage de ce type de «faux» contrat de travail ou exposer les ouvriers à des niveaux de radiation inconnus sont des violations claires de la loi sur les normes de travail. Si ce sondage était fait comme il se doit, imaginez le genre de conditions qui pourraient être découvertes! Lorsque *Sekai* interrogea TEPCO à propos des baisses de salaire et de l'élimination de la prime pour travail périlleux, le département des relations publiques de TEPCO expliqua que «les coûts occasionnés par le travail, incluant la prise en compte des conditions de travail, sont stipulés dans nos contrats, cependant ces ouvriers sont engagés par des sous-traitants et donc nous n'avons pas connaissance des rémunérations. Après tout, nous ne pouvons pas parler du fonctionnement des compagnies avec lesquelles nous n'avons pas de contrat» (*article*). De plus, lorsque interrogée sur les autres problèmes soulevés par le sondage, TEPCO répond: «nous demandons de nos contractants que leurs sous-traitants fournissent des salaires convenables aux ouvriers, subviennent à leurs besoins de base et tout autre article garanti par la constitution» (*article*).

Ce sondage ne vient pas d'être produit pour la première fois. Il a été effectué régulièrement depuis quelque temps. Durant les deux années suivant l'accident, non seulement ces problèmes n'ont pas été abordés mais ils se sont aggravés. Ces ouvriers s'exposent à des radiations en nettoyant un désastre créé par TEPCO. TEPCO n'est-elle pas obligée de protéger la santé de ces travailleurs et de leur fournir des conditions de travail adéquates ? Et que dire du Ministère de la Santé, du Travail et du Bien-Être ? Que font-ils à propos des violations de la loi sur les normes du travail révélées par ce sondage ?

Un autre sujet important est l'utilisation grandissante d'ouvriers sans expérience pour remplacer ceux qui sont expérimentés et familiers avec la technologie nucléaire quand ces derniers atteignent la dose de radiation maximale permise. Tel qu'un ouvrier l'a mentionné lors de la *table ronde* : «Dans une zone à haute radiation, vous êtes exposés même durant l'entraînement: en

d'autres mots, il n'y a pas de temps à perdre pour la formation des nouveaux travailleurs. Plutôt que de se débarrasser des ouvriers expérimentés une fois leur dose maximale atteinte, nous devrions conserver ces ressources humaines et garantir leur emploi durant les cinq ans nécessaires pour retrouver les niveaux normaux de radiation en les utilisant pour la formation des nouveaux travailleurs et pour faire fonctionner les centrales thermiques conventionnelles. De cette façon, ces ouvriers pourraient soutenir les opérations jusqu'à ce qu'ils puissent retourner au site nucléaire.» J'ai de la difficulté à envisager le retour d'un ouvrier qui a atteint sa dose maximale dans une zone à haute radiation, même après cinq ans. Toutefois il serait bon de fournir à ces travailleurs des examens médicaux adéquats et autres tests pertinents durant ce temps. De toute façon, le nettoyage de Fukushima Dai-ichi est un travail qui s'étendra sur plusieurs décennies. Parce que justement ces ouvriers s'irradient en accomplissant cette tâche pour nous, nous devons veiller attentivement à leur bien-être. Que ce processus de nettoyage continue lentement et progressivement ou qu'un autre accident majeur se produise est une affaire qui ne concerne pas seulement le Japon mais tous les êtres vivants de la planète. Il est donc du devoir de chacun d'entre nous de garantir un environnement de travail stable à ceux qui accomplissent cette tâche pour nous afin qu'ils puissent travailler fièrement en sachant qu'ils font leur part pour freiner la pollution de notre environnement. Écoutons tous de bonne foi les paroles de ces ouvriers et surveillons attentivement TEPCO et le gouvernement japonais pour qu'ils prennent leurs responsabilités envers ces ouvriers afin de garantir que des salaires adéquats soient rétablis pour tous en vue d'améliorer l'environnement de travail. N'accordons aucun répit aux responsables jusqu'à ce que ces demandes soient satisfaites.

Sumi Hasegawa

Chargée de cours (retraîtée), Université McGill

Si vous ou votre groupe désirez signer cette lettre, veuillez svp envoyer votre nom (ainsi que toute affiliation institutionnelle ou de groupe pertinente) et votre ville/pays à Sumi Hasegawa au courriel suivant : [sumi.hasegawa@bell.net](mailto:sumi.hasegawa@bell.net)